

canadiennes les débouchés qu'offre ce pays. Un programme de suivi vigoureux doit être mis en oeuvre si le Canada veut profiter au maximum de la visite du premier ministre.

Dans la mesure où les pratiques des gouvernements de l'Asie du Nord désavantagent les fournisseurs canadiens, il pourrait être approprié d'exercer des pressions en faveur d'un changement et de réexaminer les stratégies canadiennes dans une optique pragmatique. Dans la mesure où la justification de l'investissement dans la région se fonde sur les barrières posées aux exportations canadiennes, il pourrait être davantage dans l'intérêt du Canada de tenter d'obtenir l'abaissement de ces barrières que d'encourager les investisseurs canadiens à établir une présence dans la région.

Il est à la fois possible et souhaitable d'intensifier la participation canadienne à l'activité commerciale dynamique et aux institutions économiques naissantes de l'Asie du Nord, surtout au sein de l'APEC -- au fur et à mesure que ce mécanisme deviendra plus structuré. Le Canada devrait poursuivre sa collaboration avec les membres de l'APEC pour garantir qu'ils maintiennent leur orientation vers l'extérieur, surtout en rapport avec la possibilité d'obtenir le libre-échange d'ici l'échéance de 2010/2020 adoptée par les leaders, lors de leur réunion de novembre dernier en Indonésie. Une telle participation, en plus de permettre au Canada d'influencer l'évolution de l'APEC à une étape cruciale de son développement, montrerait que le Canada reconnaît ses importants enjeux économiques en Asie et qu'il entend poursuivre un programme commercial à la fois vaste et proactif.